

## CONSULTATION DE L'ARCEP SUR SON ANALYSE DES MARCHES DE GROS DE LA TERMINAISON D'APPEL VOCAL MOBILE

### REPOSE SRR

L'Autorité soumet à consultation publique son projet de décision concernant l'analyse des marchés de gros de la terminaison d'appel vocal mobile ; renvoyant à une décision ultérieure la détermination des niveaux des tarifs de gros desdites terminaisons d'appel.

SRR constate que sa réponse au questionnaire préparatif de l'Autorité en vue de son troisième cycle d'analyse n'a pas été prise en compte. Ainsi, SRR souhaite soulever, une fois encore, ses inquiétudes quant au traitement discriminatoire opéré par l'Autorité entre les opérateurs mobiles, à la Réunion.

#### SUR LES DISCRIMINATIONS OPEREES PAR L'AUTORITE

##### **1. Asymétrie tarifaire**

Comme l'Autorité le rappelle elle-même : « la Commission européenne a publié le 7 mai 2009 une recommandation portant sur le traitement réglementaire des tarifs de terminaison d'appel fixe et mobile dans l'Union européenne. La Commission y préconise un encadrement tarifaire symétrique de la terminaison d'appel vocal, en référence aux coûts incrémentaux de long terme d'un opérateur générique efficace, évalués à l'aide d'un modèle technico-économique. »<sup>1</sup>

Concernant les DOM, l'Autorité relève qu' « Outre-mer, les opérateurs mobiles mettent l'accent sur les offres on-net illimitées. Le niveau élevé des terminaisons d'appel vocal mobile (ainsi que l'absence de système de bill and keep outre-mer) expliquent l'intérêt, pour des opérateurs de réseau disposant d'un parc pertinent pour ce besoin, à commercialiser et promouvoir ces offres d'abondance à effet de réseau sur le marché de détail (cf. document de bilan du second cycle).

D'un point de vue concurrentiel, ces offres on-net illimitées offertes au détail posent un certain nombre de questions, notamment pour les opérateurs dont le parc de clients est de taille significativement plus faible que celle des acteurs principaux du marché (section 4.2.2). »<sup>2</sup>

L'ARCEP omet ici de souligner que la raison prépondérante du développement de ces offres réside dans le maintien par le régulateur d'une asymétrie tarifaire particulièrement forte entre les TA des différents opérateurs actifs dans les DOM.

Ainsi, l'existence de TA voix élevées et asymétriques ne pouvait conduire qu'à deux situations diamétralement opposées :

- Un gel du marché au détriment des consommateurs avec un maintien des tarifs de détails à des niveaux élevés, précisément ceux des TA régulées. Cette alternative appelle plusieurs remarques de la part de SRR :

---

<sup>1</sup> Page 7 du projet de décision soumis à consultation

<sup>2</sup> Page 28 ibid.

- Ces niveaux de tarifs étaient foncièrement inadaptés aux contextes économique et social de la Réunion, et surtout de Mayotte, et les maintenir n'aurait pas permis l'expansion du GSM dans cette zone.
- L'Autorité précise que la régulation des TA ne constitue que des plafonds tarifaires, laissant libres les opérateurs de fixer des TA plus basses. Cette assertion de l'Autorité est choquante. L'ARCEP ne peut en effet ignorer que la fixation de plafonds tarifaires revient implicitement à fixer des niveaux de TA, est-il besoin de lui rappeler l'historique des niveaux de TA en France sur les deux premiers cycles de marché et leur étrange correspondance aux plafonds fixés par le Régulateur. Nous ne pouvons imaginer que l'Autorité considère que l'artifice de fixer des plafonds et non des niveaux de TA puisse aboutir à des tarifs en dessous des plafonds ; ce qui serait en totale contradiction avec ses arguments tendant à démontrer qu'en dehors de la régulation *stricto sensu* des tarifs, les opérateurs n'ont aucune incitation à baisser le niveau de leur TA.
- Par ailleurs, les concurrents de SRR tiennent cette dernière pour responsable de l'image de cherté de leurs réseaux alors que les tarifs off-net de SRR n'ont fait que refléter les niveaux de leurs TA pendant plusieurs années ; cette situation ne les a jamais incité à réduire leurs tarifs de TA pour autant.
- Enfin, ce n'est pas SRR qui aurait pu inciter ses concurrents à faire baisser leurs TA, les démonstrations de l'Autorité sur l'absence de contre-pouvoir de négociation sont suffisamment éloquentes et fournies sur le sujet.
- Une démocratisation du GSM avec des offres adaptées en termes de tarifs de détails au grand bénéfice des consommateurs et ce malgré une régulation imparfaite, asymétrique des tarifs de gros.

Comme le relève l'Autorité : « le solde d'interconnexion associé à une offre, [qui] joue un rôle prépondérant dans l'équilibre économique de chaque offre que l'opérateur propose »<sup>3</sup> ; « les tarifs de terminaison d'appel vocal mobile demeurent en effet très structurants pour le secteur. En 2008 (...) Ces revenus de gros représentaient presque 38% du chiffre d'affaires de détail sur le marché mobile. »<sup>4</sup>.

Ces éléments renforcent l'importance d'une action raisonnable et juste de l'Autorité n'impliquant pas de déséquilibres artificiels sur le marché des terminaisons d'appel vocal mobile et, donc, l'importance de ne pas opérer de discrimination entre des opérateurs concurrents sans réelles justifications.

Certes, « L'Autorité rappelle à cet égard que la recommandation de la Commission européenne susvisée préconise que la cible, à savoir la symétrie des tarifs au niveau des coûts incrémentaux, doit

---

<sup>3</sup> Page 29 *ibid.*

<sup>4</sup> Page 45 *ibid.*

*être atteinte au plus tard le 31 décembre 2012, en laissant les autorités de régulation adapter la transition aux spécificités nationales. »*<sup>5</sup>

Toutefois, SRR estime que 2012 est un horizon encore trop lointain compte tenu de l'absence de justification pour discriminer notamment entre SRR et Orange Réunion. Aussi, même si l'Autorité renvoie le débat sur la détermination des terminaisons d'appel vocal mobile à une consultation publique qui devrait intervenir pendant l'été 2010, SRR souhaite d'ores et déjà insister sur la nécessité de prévoir des tarifs de terminaisons d'appel symétriques, sans attendre la date butoir du 31 décembre 2012.

A cet égard, SRR ne peut que se réjouir que l'Autorité arrive enfin à la conclusion que *« l'imposition d'un contrôle tarifaire sous la forme d'une interdiction de tarif excessif ne serait pas adaptée en ce qu'elle ne permettrait pas d'atteindre le même niveau d'efficacité que l'imposition d'une obligation d'orientation vers les coûts. »*

Par ailleurs, l'Autorité relève que *« Le maintien d'un niveau de tarif de terminaison d'appel mobile artificiellement élevé par rapport à celui de la terminaison d'appel fixe constitue un transfert de la disponibilité à payer des abonnés fixes vers les opérateurs mobiles au détriment des opérateurs fixes, de nature à conduire sur la période considérée à des déséquilibres, des modifications artificielles des préférences des consommateurs et des transferts de valeur inefficaces entre les consommateurs fixes et mobiles. »*<sup>6</sup>.

SRR se contentera ici de réaffirmer sa position, à savoir que tout alignement des tarifs de terminaisons d'appel vocal fixe et mobile serait totalement prématuré avant même d'avoir supprimé toutes les asymétries tarifaires entre opérateurs mobiles.

## **2. Obligations comptables différentes**

SRR s'interroge sur le sérieux de l'analyse de l'Autorité quant au choix des obligations comptables. En effet, le projet de décision soumis à consultation publique affirme tout et son contraire dans le corps de son argumentation sur ce point. Ainsi, en fonction du paragraphe choisi, SRR et Orange Caraïbe sont soumis, ou non, à des obligations de restitution comptable et de séparation des coûts.

SRR approuve ainsi en page 39 la position de l'ARCEP qui précise bien : *« En revanche, et conformément à ses précédentes analyses et décisions, l'Autorité considère que ces obligations ne sont pas proportionnées s'agissant d'Orange Caraïbe, SRR, Dauphin Télécom, Digicel, Orange Réunion, Outremer Telecom, SPM Télécom et UTS Caraïbe. »*

A supposer que ce paragraphe comprenne une énorme erreur, SRR conteste les conclusions de l'Autorité et s'insurge, une fois encore, contre la discrimination injustifiée opérée entre SRR et Orange Réunion concernant les obligations comptables.

---

<sup>5</sup> Page 46 *ibid.*

<sup>6</sup> Page 33 du projet de décision soumis à consultation

Ainsi, comme SRR l'a déjà soulevé dans sa réponse au questionnaire préparatif de l'Autorité en vue du troisième cycle d'analyse de marché, le projet de décision soumis à consultation publique est décevant en ce qu'il maintient une différence de traitement entre les différents opérateurs mobiles de la zone Réunion-Mayotte, et ce alors même que chaque opérateur est considéré comme détenant un monopole sur le marché de sa terminaison d'appel vocal.

Cette qualification d'opérateur en monopole sur sa terminaison d'appel aurait dû amener l'Autorité à imposer des obligations équivalentes aux opérateurs de la zone Réunion-Mayotte, aucune différence de traitement n'étant alors justifiée. En effet, un même problème concurrentiel sur le marché de gros devrait avoir des remèdes identiques. Malheureusement, seule SRR sera contrainte de respecter, notamment, une obligation (lourde) de comptabilisation des coûts et de restitution comptable.

SRR souhaite rappeler ici à l'Autorité qu'une différence de traitement par l'imposition de remèdes distincts à des problèmes concurrentiels identiques, et donc la rupture d'égalité entre les opérateurs injustifiée, est susceptible de recours auprès du Conseil d'Etat, comme cela a d'ailleurs été récemment le cas concernant les opérateurs métropolitains.

A cet égard, l'Autorité : *« estime que les obligations imposées aux opérateurs déclarés puissants doivent tenir compte notamment de la taille de l'acteur considéré (nombre de clients) et de la position concurrentielle de l'acteur au sein de sa zone géographique (part de marché). »*<sup>7</sup>. Elle relève par ailleurs que : *« La complexité de mise en œuvre de ces obligations n'apparaît en effet pas proportionnée au regard des positions respectives qu'occupent ces opérateurs (taille et part de marché) au sein des zones géographiques où ils sont présents. Le fait que la société Orange Réunion soit filiale du groupe France Télécom n'est pas de nature à remettre en cause cette conclusion qui dérive de la disproportion entre la petite taille de cette unité d'affaire et son positionnement concurrentiel, d'une part, et les ressources nécessaires à la mise en œuvre de ces obligations, d'autre part. »*<sup>8</sup>.

L'Autorité modifie ici son argumentation par rapport au second cycle d'analyse de marché<sup>9</sup>. Toutefois, la discrimination n'en est pas plus acceptable.

En effet, comme l'a déjà souligné SRR, non seulement en monopole sur leur propre terminaison d'appel, les deux autres opérateurs de la zone Réunion-Mayotte, à savoir Orange Réunion et Outremer Télécom, sont également intégrés, laissant cette différence de traitement entre les opérateurs encore plus injustifiée.

---

<sup>7</sup> Page 35 du projet de décision soumis à consultation

<sup>8</sup> Page 39 *ibid.*

<sup>9</sup> L'Autorité estimait dans le cadre de son deuxième cycle d'analyse des marchés de terminaison d'appel vocal que les obligations de séparation comptable et de comptabilisation des coûts se justifiaient notamment par le *« caractère intégré et le positionnement de Bouygues Telecom, Orange Caraïbe, Orange France, SFR et SRR sur les marchés de la terminaison d'appel vocal sur leurs réseaux respectifs [qui] peut se traduire par des distorsions discriminatoires sur les marchés de gros et de détail »*.

S'il est vrai qu'Outremer Télécom était un « nouvel entrant » sur le marché mobile dans la zone Réunion-Mayotte, il est toujours surprenant de constater qu'un opérateur tel qu'Orange Réunion soit toujours considéré comme n'étant pas un opérateur efficace.

Par ailleurs, SRR s'interroge sur la proportionnalité des remèdes envisagés par l'Autorité. En effet, si l'argument permettant de justifier la différence de traitement entre SRR et Orange Réunion au regard des obligations comptables repose sur la différence de taille entre les deux opérateurs, force est de constater qu'une différence de traitement encore plus injustifiée est pratiquée par l'Autorité depuis le premier cycle d'analyse des marchés.

Il est ainsi surprenant qu'une différence de taille d'un rapport d'au plus 1,5 puisse justifier la non-imposition des obligations comptables à Orange Réunion, alors que SRR, opérateur cinquante fois plus petit que les opérateurs métropolitains, se trouve sous le joug des mêmes obligations imposées auxdits opérateurs et reconnues par l'Autorité comme étant lourdes et complexes.

SRR tient à rappeler que sa structure n'est pas foncièrement différente de celle d'Orange Réunion alors qu'elle diffère fondamentalement des opérateurs métropolitains. A titre d'illustration concernant l'obligation de restitution de coûts, SRR reste une entreprise de type PME à l'échelle métropolitaine. Ainsi, si dans des grands groupes métropolitains comme les opérateurs mobiles il existe des structures organisationnelles complexes, organisées par grandes directions possédant en leur sein leurs propres fonctions supports spécialisées (comme notamment des unités de contrôle de gestion spécialisés), pour les PME telles que SRR, il n'existe qu'un contrôle de gestion centralisé avec une approche beaucoup plus générale des problématiques financières et budgétaires. Ce point ressort systématiquement des audits réglementaires et il n'est pas raisonnable d'arguer que SRR serait plus dotée que ses concurrents locaux, ou organisée complètement différemment, pour pouvoir répondre à des obligations élaborées pour des grands groupes métropolitains.

En conclusion, SRR appelle l'Autorité à revoir les obligations comptables, soit en supprimant l'obligation pesant sur SRR, soit en imposant les mêmes obligations à Orange Réunion.